

Libération 20180615

http://www.libération.fr/france/2018/06/15/mobilisation-contre-la-fermeture-du-centre-d'accueil-de-migrants-du-village-d-allex_1658724

Mobilisation contre la fermeture du centre d'accueil de migrants du village d'Allex

Par [Frantz Durupt](#) — 15 juin 2018 à 17:11



Au château Pergaud (Drôme) le jour de l'arrivée des premiers exilés, le 22 septembre 2016. Photo Patrick Gardin. Wostok press. Maxppp

Ouvert en 2016 après avoir suscité de l'agitation dans le village, le centre d'accueil et d'orientation de migrants de la commune drômoise fermera finalement en septembre, a annoncé la préfecture. Un collectif d'habitants et de militants s'y oppose, en soulignant le travail accompli.

En septembre 2016, le projet avait quelque peu secoué Allex, jusqu'à prendre une ampleur presque nationale. Ce village de 2 500 habitants, perché sur une butte rocheuse dans la Drôme, s'apprétrait en effet à accueillir une cinquantaine d'exilés parmi les milliers de personnes dispatchées sur l'ensemble du territoire à la suite du démantèlement de la «jungle» de Calais. Ils seraient logés, le temps de se reposer après des mois d'errance et d'entamer des démarches administratives, dans un centre d'accueil et d'orientation (CAO) géré par le diaconat protestant. Le Front national en avait fait un combat symbolique, [manifestation à l'appui](#). Laurent Wauquiez, le président (LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, s'était également emparé de l'affaire. Pas hyper motivé à l'idée d'exécuter la décision de la préfecture, le maire (divers droite), Gérard Crozier, avait voulu organiser un référendum, une initiative illégale et [reconnue comme telle par la justice](#). Mais au cours d'un conseil municipal agité, quelques élus et habitants avaient avancé, envers et contre l'air du temps, que si tout le monde y mettait du sien, il était probable que tout se passe bien.

Et de fait, ça a plutôt été le cas. Certes, «*les mentalités n'ont pas changé*», estime Piou Gotyer, Allexoise depuis vingt ans et bénévole au centre. Mais en raison du relatif éloignement du CAO, installé à l'écart du village, au château Pergaud, les habitants n'ont pas

si souvent vu les quelque 160 personnes au total, adultes comme enfants, passées par leur commune. Il y a eu parmi eux beaucoup d'Afghans et d'Erythréens, mais aussi des Irakiens, des Libyens et des Ethiopiens. Certains sont restés deux mois, d'autres huit, seuls ou en famille. Il y en a encore une cinquantaine aujourd'hui. Aucun incident notable n'est à signaler, même si Piou Gotyer relève que «*les Allexois ne se sont pas investis dans le bénévolat*». Selon elle, seule une poignée de villageois s'est engagée. «*On a tout de même eu des dons de vêtements*», ajoute celle qui gère un vestiaire chargé de récupérer des habits pour que les réfugiés puissent en profiter. Son mari, retraité comme elle, s'occupe pour sa part de transporter les résidents du CAO.

Deux ans d'initiatives et de projets

Quelques liens, tout de même, ont pu être tissés entre les exilés et des habitants d'Allex et des environs. «*Au moment où ça a fait tout un barda, des habitants du village ont créé un sigle "village fraternel" pour dire "notre village, ça n'est pas ça"*», se souvient Claire Coinon, Allexoise depuis peu. Une association a été créée sous le nom d'Andrie Andra, et a mis sur pied récemment un bar associatif, Le Phare (d'Allex Andrie Andra, donc). Un Collectif de soutien aux réfugiés s'est également constitué. Au bout du fil, une de ses membres, Nordy Granger, pourrait énumérer longtemps ce qui a été fait et entamé : des cours de français, l'aménagement d'une salle de sport avec l'aide d'étudiants de l'IUT de Valence, la remise en état du jardin du château, avec des plants récupérés auprès de maraîchers des villages alentour, des repas partagés... Ou bien encore «*des sorties en tout genre, comme sur un gros festival du coin, à Saoû. Certains réfugiés ont fait partie de l'équipe de bénévoles du festival, en échange du gîte et de la bouffe, et c'était super. A chaque fois, ça permet de nouer des liens. Des gens leur ont dit "reviens me voir avec un CV une fois que tu auras des papiers"*».



De gauche à droite, Diari, Akmal et Jamil, deux Irakiens et un Afghan passés par le CAO, ici en juillet 2017 à la fête du Picodon de Saoû. Photo Collectif de soutien aux réfugiés d'Allex.

Parmi les Allexois qui se sont investis, Sandrine Locquet donne des cours de Français. Quand elle s'est installée à Allex il y a huit ans, elle ne «*savait pas que cette petite commune allait faire verser tant d'encre*». Elle est aujourd'hui dégoûtée par la fermeture du CAO, annoncée fin avril, pour une échéance fixée à septembre. La préfecture [a affirmé à France Bleu](#) qu'il n'y

a là rien que de très normal : le CAO avait «*une mission de deux ans prévue au moment de sa création*», selon elle. Le collectif le conteste : «*Aucun engagement officiel n'avait été pris pour une durée de deux ans*», lit-on dans [une pétition publiée en ligne](#) (qui a récolté près de 3 000 signatures). De fait, on ne trouve pas trace d'un tel engagement dans [le compte rendu du conseil municipal](#) d'Allex de septembre 2016 au cours duquel le préfet, Eric Spitz, est venu présenter le projet. Pas plus que [sur le site de la préfecture de la Drôme](#), dans une page mise en ligne au moment du lancement du CAO. Sollicitée par *Libération*, la préfecture répond que «*l'échéance de septembre 2018 a été largement relayée par la presse, notamment locale*».

Subtilités immobilières

La réalité est plus subtile : le diaconat protestant dispose d'un bail pour le château Pergaud, propriété du comité d'hygiène sociale (CHS) de la Drôme, jusqu'en 2020. Mais il bénéficie d'un loyer modéré jusqu'en juillet de cette année, après quoi la facture devrait considérablement augmenter. «*En échange de travaux, l'ouverture de ce centre est donc prévue jusqu'à cette date [juillet, ndlr]*», [écrivait ainsi le Dauphiné libéré en septembre 2016](#). Mais selon le Collectif de soutien aux réfugiés, le diaconat a formulé tout récemment une proposition de rachat du château Pergaud auprès du CHS, justement dans le but de prolonger l'activité sous cette forme ou sous une autre – l'Etat n'aurait alors plus eu besoin d'avancer le loyer. Contactés pour savoir si cette acquisition était en effet dans les tuyaux, ni le CHS ni le diaconat n'ont répondu à la question. Ce dernier s'est borné, dans un court message, à «*prendre acte de la fermeture*», soulignant que la décision appartient intégralement à la préfecture et que la disparition des CAO est un mouvement national. Ils sont effectivement censés, à terme, être remplacés par des Praha (pour Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile), un nouveau dispositif géré par Adoma, société spécialisée dans les foyers de travailleurs avec 62 hôtels Formule 1 récemment acquis par l'Etat auprès du groupe AccorHotels. «*C'est dramatique cette histoire, en plus dans la région, les exilés arrivent de partout. On ferme des établissements pour les mettre dans des Formule 1 ou des foyers de travailleurs*», commente Piou Gotyer.

Des membres du collectif soupçonnent que ce qui pose problème aux autorités, ce soit l'aide juridique apportée aux exilés, la vraie raison de la fermeture du CAO, sans autre perspective pour le lieu. «*Le nœud de l'affaire est là : on les emmerde, quand ils font des procédures illégales, on fait des recours, on a fait échouer quatorze procédures d'expulsion. En deux ans, ils n'ont réussi à expulser qu'une seule personne*», relève Nordy Granger. Selon elle, plusieurs familles se sont déjà vues annoncer, la semaine dernière, qu'elles seraient très prochainement transférées dans d'autres centres. Une famille serait déjà partie, et Piou Gotyer craint que le CAO ne se vide à grande vitesse. Un rassemblement est prévu ce samedi, le 16 juin, devant la mairie d'Allex. Piou Gotyer craint que des militants d'extrême droite s'y invitent. Mais Sandrine Locquet garde espoir : «*Avant, on ne savait pas forcément qu'on était capable de tout ça. Aujourd'hui, on sait qu'on est nombreux.*»

[Frantz Durupt](#)